

**Née à Athènes au – V<sup>e</sup>, la démocratie est aujourd'hui fragilisée, confrontée qu'elle est aux tendances autoritaires** qui se développent -«démocraties illibérales» comme en Hongrie ou Turquie- ; **exposée à la décrédibilisation des corps intermédiaires** que sont partis politiques et syndicats ; **en butte aux nouveaux médias** -information en continue donc sans le temps de l'analyse et de la contextualisation par les journalistes par ailleurs de plus en plus critiqués comme représentants de «l'élite» **ainsi qu'à l'entre-soi des réseaux sociaux**. C'est cette fragilisation qui a conduit un groupe de réflexion -un think tank - à enquêter sur l'état de la démocratie dans le monde.

A propos des think tanks (typologie, rôles, lobbying...) :

<https://www.franceculture.fr/emissions/pixel-13-14/quoi-servent-les-think-tanks> (9'48).

Le think tank en question est la Fondation pour l'innovation politique ou Fondapol, « *think tank attaché à la défense des valeurs de liberté, de progrès et aux idéaux de l'Union Européenne* » dirigé par Dominique Reynié.

### **Présentation du travail de recherche et méthodologie :**

Fondapol s'est associée à « *deux organisations amies, l'International Republican Institute, un think tank américain qui promeut la démocratie dans le monde, et le think tank brésilien República do Amanhã* » pour mener, dans 42 pays, une enquête d'opinion sur l'état de la démocratie. Rédaction de 35 questions posées à 36 395 personnes, sur la base d'échantillons nationaux représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus. Participation de 45 auteurs, universitaires et experts des pays concernés.

### **Que nous apprend cette enquête ?**

**Dominique Reynié, professeur des universités à Sciences Po et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, analyse « LES AMBIGUÏTÉS DE L'ATTACHEMENT À LA DÉMOCRATIE ».**

**« À l'échelle des quarante-deux pays étudiés, les hommes (53%) considèrent plus souvent que les femmes (48%) que la démocratie fonctionne bien, mais l'insatisfaction est surtout très présente dans les catégories plus fragiles, les petits entrepreneurs non-salariés (59%), les personnels de services et employés de commerces (57%), les sans-emploi (56%), les employés qualifiés (52%) et les ouvriers qualifiés (51%). On retrouve cette partition économique et sociale dans le lien entre le jugement sur le fonctionnement de la démocratie et le rapport à la mondialisation : ceux qui regardent la mondialisation comme une menace sont plus nombreux (55%) à estimer que la démocratie fonctionne mal que ceux qui considèrent la mondialisation comme une opportunité (47%). L'évaluation négative du fonctionnement de la démocratie est plus marquée encore (60%) chez les personnes d'âges intermédiaires (entre 35 et 59 ans), pour lesquelles la mondialisation est une menace. Notons que chez les étudiants, l'idée que la démocratie fonctionne mal est nettement majoritaire (58%) ».**

**« En termes d'opinion, l'Europe présente un bilan très contrasté. Il y a plusieurs mondes européens. Hors de l'Union européenne, la démocratie se porte mieux si l'on considère la Suisse, où 88% des répondants disent que la démocratie fonctionne bien, ainsi que la Norvège (86%). Au sein de l'Union européenne, la satisfaction faiblit fortement : seuls 50% des répondants estiment que la démocratie fonctionne bien dans leur pays. Dans un monde démocratique fragilisé, il existe une crise**

non pas propre à l'Europe mais à l'Union européenne. *L'une des explications se trouve dans l'état de l'opinion des anciens pays du bloc communiste. En moyenne, dans ces onze pays, les deux tiers des répondants (64%) estiment que la démocratie ne fonctionne pas bien.* Mais ce ne sont pas pour autant les seuls à faire cette évaluation négative. L'opinion selon laquelle la démocratie ne fonctionne pas bien domine également en Italie (67%), en Espagne (61%), en Grèce (58%). Elle frôle la majorité en France (47%) [...]

*Mais le fait de juger que la démocratie fonctionne mal dans son pays n'est pas nécessairement l'expression d'un rejet de la démocratie [...] Dans les pays de l'Union européenne, l'idée selon laquelle « le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible » réunit la même proportion de répondants (68%) qu'au niveau global (67%). Mais dans l'ensemble des pays issus du bloc soviétique, l'idée que « d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie » réunit 40% des répondants ».*

### Démocratie représentative ou démocratie directe ?

*« Les Européens expriment un niveau de soutien à la démocratie représentative légèrement supérieur (87%), tandis que la démocratie directe recueille un appui moins massif (64%) [...]. Ce résultat favorable à la démocratie représentative est d'autant plus significatif qu'il est également observable dans les pays de l'ancien bloc communiste. En effet, à l'Est, l'opinion soutient dans les mêmes proportions l'interprétation représentative de la démocratie (86%). En revanche, en ce qui concerne le niveau de soutien à la démocratie directe, on enregistre un écart important (14 points) entre les seize pays qui formaient hier l'Europe de l'Ouest (61%) et les onze pays qui constituaient le bloc de l'Est (75%) ».*

**Mais l'institution parlementaire n'a pas la confiance des citoyens et pour l'opinion, les élus n'ont pas le pouvoir.**



*« Dans l'ensemble de l'Union européenne, la défiance envers les Parlements nationaux atteint 60%. Quant au Parlement européen, bien que le niveau de défiance qu'il suscite soit également majoritaire, il est très sensiblement inférieur (51%). Dans les pays de l'ancienne Europe communiste, la défiance moyenne à l'égard du Parlement national bat des records (78%), tandis que le Parlement européen suscite une confiance (50%) qui dépasse la défiance (45%) [...] Signe supplémentaire en*

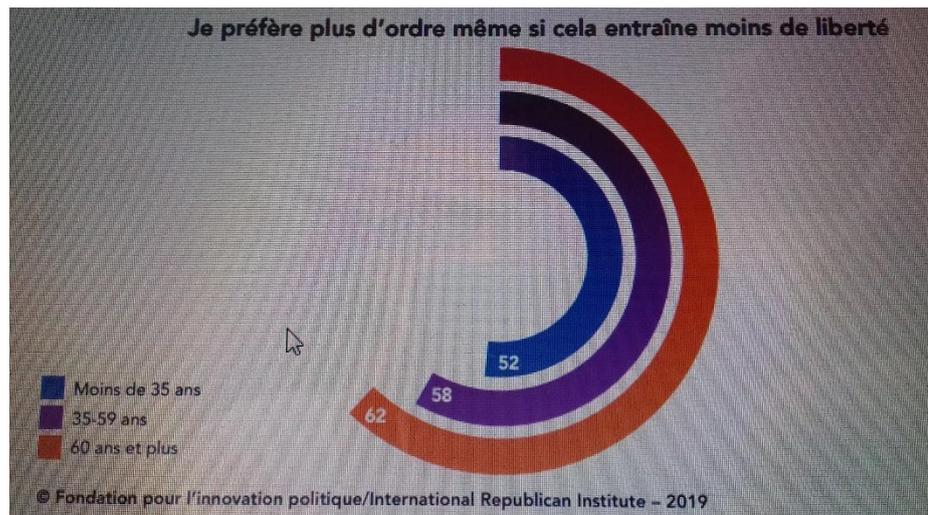
*faveur de l'hypothèse selon laquelle la démocratie représentative est moins contestée dans son principe que mise en cause en raison d'une insatisfaction vis-à-vis des institutions chargées de la faire vivre. A la question « Selon vous, qui détient le pouvoir dans votre pays ? », les réponses des Européens varient peu par rapport aux résultats globaux : c'est un tiers (35%) des répondants qui citent les représentants élus, les plaçant en quatrième position derrière la classe politique (66%), les plus riches (45%), les grandes entreprises (41%) et devant les marchés financiers (29%) et les médias (22%). Au total, moins d'un cinquième des personnes interrogées citent le peuple (16%) parmi les entités réputées disposer du pouvoir, soit autant que les organisations criminelles (15%) ».*

**C'est sur cet attachement à la démocratie doublé d'une certaine désillusion qu'Anne Muxel, directrice de recherches en sociologie et en science politique au CNRS, a travaillé. Sa problématique : « DÉCONSOLIDATION OU RECOMPOSITION DÉMOCRATIQUE ? »**

L'auteur parle de « déconsolidation » de la démocratie, laquelle est confrontée à deux maux. Le premier est le ressentiment d'une partie de la société face à la crise économique et sociale qui *« compromet l'assurance pour les jeunes d'un avenir satisfaisant et la perspective d'une promotion par rapport aux générations les ayant précédés. Sur ce plan, la démocratie sociale en tant que projet politique est considérée par beaucoup comme n'ayant pas tenu ses promesses : promesses de sécurité, promesses de redistribution et de justice sociale, promesses de progrès »*. Le deuxième est l'érosion de *« la confiance démocratique »*, conséquence du *« sentiment diffus de dépossession des repères et des grands principes qui organisent aussi bien les équilibres que les clivages sociaux traditionnels en vigueur dans les sociétés occidentales. La mondialisation et la globalisation économique ont brouillé les cartes et sont perçues par beaucoup comme une menace plus que comme une ouverture bénéfique et prometteuse »*. Deux conséquences majeures.

La première est *« l'affaiblissement générationnel de l'importance accordée au vote »*. *« Les plus jeunes accordent une importance plus marquée au fait de participer au processus de décision (66% des moins de 35 ans, contre 60% des 60 ans et plus), les plus âgés insistent davantage sur la dimension électorale du vote (84% des 60 ans et plus, contre 75% des moins de 35 ans) »*.

La seconde est *« une demande d'ordre et d'autorité »*. *« La tentation autoritaire touche une partie significative des populations pourtant acquises à la démocratie. Si certains pays restent moins concernés, un retour des leaderships autoritaires fait partie de l'horizon d'attentes de citoyens de plus en plus nombreux dans la plupart des pays européens »*, plus particulièrement dans les pays ex-communistes.

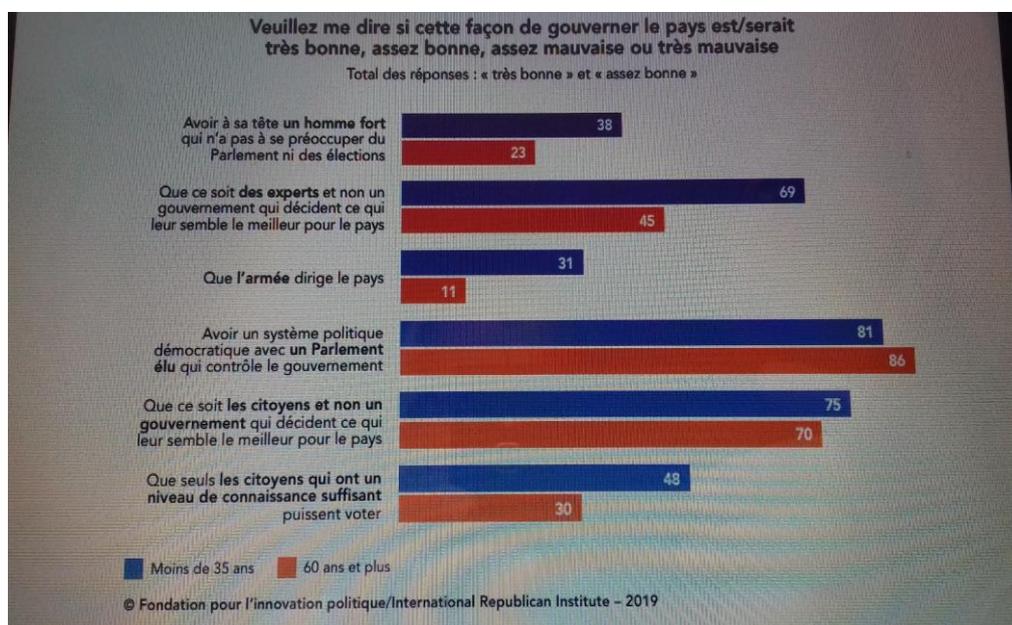


## Dominique Reynié analyse lui aussi cette « demande d'ordre et d'autorité » dans « LES FANTÔMES DE L'AUTORITARISME »

« L'option concernant une organisation autoritaire de l'État est énoncée en ces termes : Avoir à [la] tête [de l'État] un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections ». Cette option recueille près d'un tiers (31%) de jugements positifs, contre 69% de jugements négatifs. À l'intérieur de l'Union européenne, le soutien à l'option autoritaire réunit 34% des répondants [...] L'ancien monde communiste demeure puissamment travaillé par les formes autoritaires de gouvernement » à l'exception de la Pologne et de la Hongrie : l'option autoritaire approche la majorité en Estonie (44%) et en République tchèque (46%) ; elle l'atteint en Slovaquie (51%), puis la dépasse en Slovénie (54%), en Roumanie (57%) et, plus massivement encore, en Bulgarie (62%) et en Lituanie (70%). Dans les Balkans, l'idée est répandue en Serbie (40%) et majoritaire en Albanie (55%), en Macédoine (61%) et en Bosnie-Herzégovine (67%). En Ukraine, elle réunit près des deux tiers (64%) des répondants ». On retrouve la même partition de l'opinion en fonction du niveau socio-économique que précédemment évoquée : « Au sein de l'Union européenne, l'option autoritaire atteint 44% parmi les ouvriers qualifiés (contre 23% chez les professions intellectuelles et scientifiques). Si elle concerne 35% des répondants qui considèrent la mondialisation comme une menace, cette proportion augmente encore (47%) parmi les moins de 35 ans qui redoutent la mondialisation ».

Ces remarques sur « la tentation autoritaire » interrogent sur « LA LEGITIMITE DU SUFFRAGE UNIVERSEL » et à qui confier l'exercice du pouvoir.

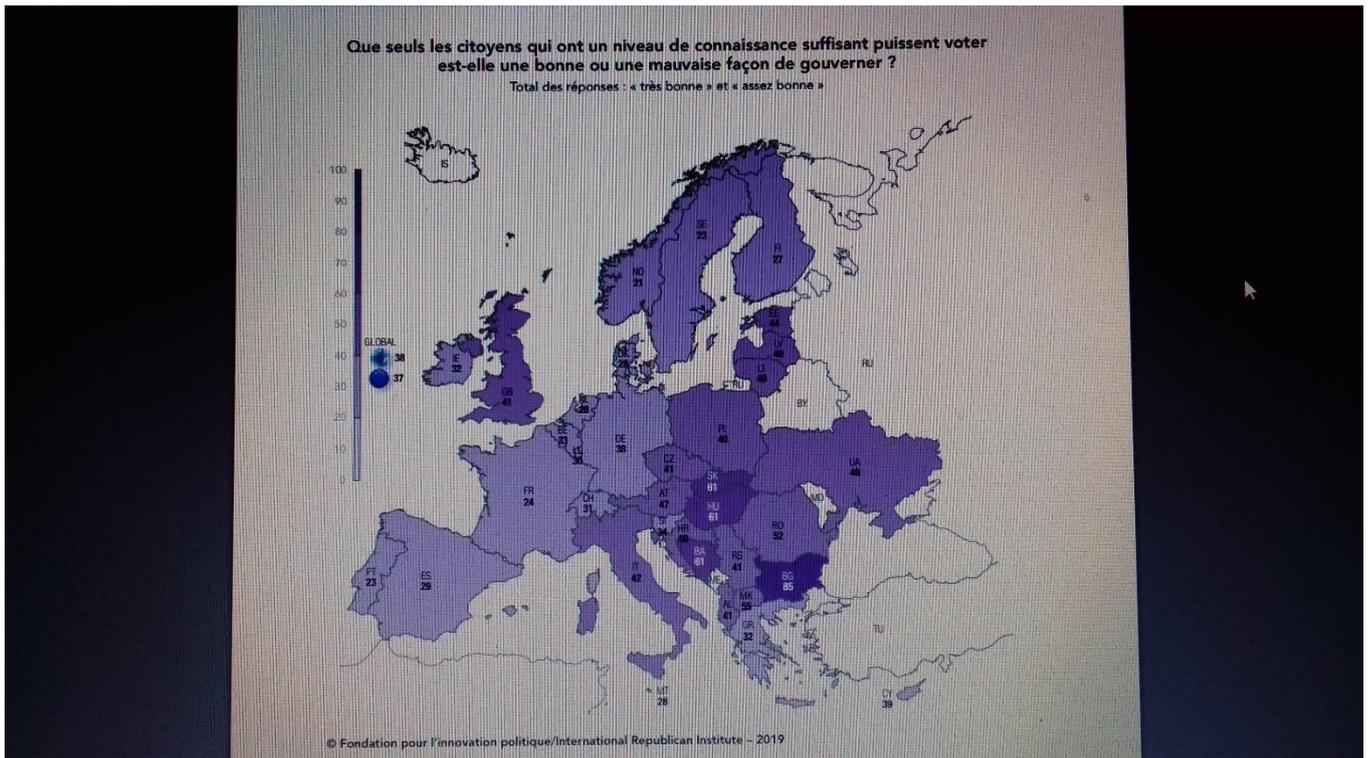
Si les formes traditionnelles d'exercice du pouvoir en démocratie l'emportent : « Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement » -démocratie représentative- et « Que ce soit les citoyens et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays » -démocratie directe-, l'étude rapporte une « défiance envers les institutions et le personnel politiques [...] défiance (qui



se double pour les jeunes d'un soupçon envers les citoyens eux-mêmes et leurs capacités de discernement. Ainsi sont-ils nettement plus nombreux que leurs aînés – près d'un sur deux – à partager l'idée qu'il pourrait être bénéfique de n'accorder le droit de vote qu'aux citoyens jugés suffisamment compétents (48% des moins de 35 ans contre 30% des 60 ans et plus, et 38% de l'ensemble de l'échantillon des 42 pays). Cela alors même que la possibilité de voter pour les candidats de son choix est perçue comme « très importante » pour 75% des moins de 35 ans. Cet apparent paradoxe indique le trouble qui peut les saisir. Le vote n'est pas contesté dans son principe, mais il est

*entaché de soupçon dans ses usages comme dans ses applications. C'est aussi une crise de légitimité de la décision électorale qui s'exprime ainsi, dans un climat général d'affaiblissement de la crédulité démocratique ».*

D. Reynié voit dans ce soutien à l'épistocratie ou pouvoir de ceux qui détiennent le savoir un nouvel indice de la tentation autoritaire. Cette tentation épistocratique fracture l'Union Européenne : *« Pour les pays appartenant anciennement au bloc communiste, aujourd'hui membres de l'Union européenne, le soutien à une conception de type épistocratique concerne la moitié des répondants (49%) ».*



.....

Malgré ses imperfections, le soutien à la démocratie l'emporte mais celle-ci doit chaque jour se réinventer afin de répondre au mieux aux aspirations des citoyens. Elle reste, comme l'a déclaré WINSTON CHURCHILL à la Chambre des Communes le 11 Novembre 1947 « LE PIRE SYSTEME DE GOUVERNEMENT, A L'EXCEPTION DE TOUS LES AUTRES QUI ONT PU ETRE EXPERIMENTES DANS L'HISTOIRE ».

En savoir plus et accéder au rapport d'où sont tirés les passages en italique :

[http://www.fondapol.org/wp-content/uploads/2019/05/DOSSIER\\_FICHES-THEMES\\_2019\\_05\\_17-w.pdf](http://www.fondapol.org/wp-content/uploads/2019/05/DOSSIER_FICHES-THEMES_2019_05_17-w.pdf)